

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 296

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

22 sept. au 5 oct. 1979

De la défense à l'attaque contre le capital

L'année dernière nous avons commenté la « rentrée de septembre » par un article (De nouvelles réformes pour supprimer les anciennes) où nous rappelions que le marxisme ne nie absolument pas qu'en certaines circonstances le capitalisme puisse accorder un salaire supérieur au minimum ou introduire des réformes susceptibles de rendre moins intolérables les conditions de vie et de travail de ses esclaves salariés. Ce que le marxisme nie, c'est, d'abord, que le rapport de dépendance et d'exploitation auquel ils sont soumis en soit modifié et, en second lieu, que les améliorations économiques et les

réformes sociales ne soient pas périodiquement bouleversées par les crises que l'économie capitaliste connaît nécessairement, en les annulant dans une perspective non contingente. Et nous montrions comment la récession mondiale, confirmant notre théorie de façon éclatante, détruisait l'une après l'autre les « garanties », les « automatismes », les « assurances » dont l'époque du boom d'après-guerre avait entouré la classe ouvrière en donnant aux prolétaires ce qui apparaît aujourd'hui comme une fausse impression de stabilité dans le cadre d'un mode de production instable par excellence.

La suppression de toute une série de « garanties » s'est passée de façon relativement indolore, tant parce qu'on s'est chargé de l'échelonnement dans le temps, que parce que les syndicats, devenus les dieux tutélaires de l'économie nationale, se sont donné beaucoup de mal pour que, d'une part, cette thérapie ne donne pas lieu à de graves formes d'« affrontement » et, d'autre part, que le patient n'y réagisse pas par des mouvements désordonnés et incontrôlables. Un certain ralentissement du taux d'inflation et l'idée que le poste de travail, bien que menacé, n'est pas, dans l'ensemble, si mal assuré, ont contribué dans un premier temps à jeter un pont fragile sur un bras de mer toujours en tempête.

Les derniers mois ont brutalement changé les traits essentiels de la situation. L'inflation a recommencé à galoper ; les prix augmentent à un rythme vertigineux, qui n'épargne pas même les « colosses » de l'économie mondiale ; l'augmentation du coût de la vie s'abat sur un salaire qui est toujours moins protégé par des mécanismes amortisseurs, tandis que le nombre de ceux qui en touchent encore un diminue, et que la course à la diminution des dépenses publiques et d'entreprise, qui ne va pas ralentir, jette et jettera encore plus sur le pavé de nouveaux bataillons de l'armée industrielle active. Prise entre un patronat logiquement soucieux de « politiques économiques plus sévères » et des partis et des

syndicats « ouvriers » acceptant dans les faits l'austérité quand ils ne la prêchent

(Suite page 2.)

DANS CE NUMERO

- Préparation de la Réunion générale du Parti
- Dans les cinq continents : la crise à l'Est, les réfugiés, Sahara
- La IV^e Internationale et le sandinisme
- Lutttes économiques et syndicales, immigration

« Rentrée syndicale »

Négociations-bidon sur toute la ligne

Les représentants de l'Etat et du patronat l'ont dit carrément : ils comptent d'abord sur la peur du chômage, et sur les multiples chantages qu'elle permet, pour maintenir en dessous du niveau d'alerte une température sociale qui a toutes les raisons matérielles de monter. En même temps, une répression vigilante s'emploie à empêcher le développement de possibles foyers d'incendie : à coups de référés et de constats d'huissiers, la justice donne le visa légal aux expulsions et aux licenciements de travailleurs. Chez Dassault, à Cherbourg, à Marseille, et régulièrement dans les foyers Sonacotra, les interventions policières ont montré quel était le fond solide du grand reménagement de négociations qui polarise, en ce milieu de septembre, l'attention des syndicats.

Le précieux opium de la négociation vient à temps pour relayer les multiples obstacles à l'action entretenus par les états-majors syndicaux. La comédie de la division syndicale commençait en effet à faire long feu : elle est, certes, un facteur substantiel de découragement des travailleurs, et les centrales syndicales — CGT en tête — ont mis à profit les premières semaines de la rentrée pour développer au maximum leur politique boutiquière, essayant de pallier par une campagne de recrutement à tous crins la baisse des effectifs syndicaux dont même le patronat s'inquiète (la peur du vide !) et déployant leurs arguments de vente en vue des élections prudhomales de

(Suite page 6.)

programme communiste

N° 80

AU SOMMAIRE

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Moyen-Orient.
 - Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
 - La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : La guerre révolutionnaire prolétarienne — Le roman de la guerre sainte — Etat prolétarien et guerre.

Les communistes, la répression bourgeoise et les procès politiques

Il est évident pour nous que nous ne pouvons ni nous aligner sur l'Etat bourgeois contre ceux qui sont l'objet de sa répression, comme le fait si bien le PC, ni nous placer à égale distance des uns et de l'autre, comme le font les groupes d'extrême gauche. Mais il est tout aussi évident que le devoir de nous solidariser avec les victimes de la persécution bourgeoise ne

contenir à l'état potentiel les forces de domination de la classe économique privilégiée dans les situations où la révolte sociale ne tend pas à exploser, mais surtout apte à déchaîner les énergies sous forme de répression policière et de violence sanglante dès que le sous-sol social commence à être ébranlé par les premières secousses révolutionnaires (1).

Certes, écrivions-nous dans ce texte qui visait à restaurer dans son intégralité la conception marxiste du rôle de la force et de la violence dans les rapports entre les classes, et de leur usage alternativement en puissance et en acte par les classes dominantes dans l'évolution accidentée et complexe de ces rapports, « en 1947, l'exploitation économique et l'oppression politique que le régime capitaliste fait peser sur les masses qui travaillent et sur tout ce qui peut lui faire obstacle sont beaucoup plus lourdes qu'en 1914, en 1919, en 1922, en 1933 et en 1943 ». Contre les forces non plus seulement potentielles qui auraient menacé les fondements de l'édifice bourgeois, les énergies « immenses et écrasantes » accumulées à l'état potentiel par

les appareils de domination du capitalisme n'auraient pas hésité, quand la conservation du mode de production existant et de ses institutions sociales et politiques l'aurait exigé, à se déployer « sous forme cinétique » et elles l'auraient fait « sans la moindre hésitation face aux scrupules civiques, moraux et légaux, aux principes idéaux que clame du matin au soir l'hypocrisie infâme et vendue des propagandes ».

les appareils de domination du capitalisme n'auraient pas hésité, quand la conservation du mode de production existant et de ses institutions sociales et politiques l'aurait exigé, à se déployer « sous forme cinétique » et elles l'auraient fait « sans la moindre hésitation face aux scrupules civiques, moraux et légaux, aux principes idéaux que clame du matin au soir l'hypocrisie infâme et vendue des propagandes ».

Mais point n'était besoin que le cynisme de ce manque de scrupules idéologiques et « moraux » atteigne les sommets des chasses aux sorcières régulières (aujourd'hui, de la « chasse aux autonomes » ou « aux membres des Brigades Rouges ») pour que nous « découvriions », comme les différents héritiers de 1968, la nature intrinsèquement répressive de l'Etat, de toute forme d'Etat (l'Etat prolétarien sera lui aussi un organe de répression) et il n'était pas concevable non plus que

(Suite page 4.)

(1) Extrait de notre texte de parti *Force, violence et dictature dans la lutte de classe* (1947), pp. 26-27 et plus loin p. 34.

De la défense à l'attaque contre le capital

(Suite de la page 1)

pas au nom de la relance des investissements, la classe ouvrière voit fondre comme neige au soleil le peu de réserves qui constituaient — comme l'écrit un de nos textes de parti (1) — « une petite garantie patrimoniale à perdre, analogue en un sens à celle de l'artisan ou du petit paysan », et qui pouvaient lui donner l'impression d'« avoir quelque chose à risquer. En effet elle voit ses « entrées » se réduire toujours plus au simple **salairé minimum** (quand salaire il y a).

Après les fleuves de rhétorique sur la « société du bien-être », capable non seulement de produire toujours plus de marchandises mais de permettre à l'ouvrier d'acquiescer « une livre de pain pour six minutes de travail alors qu'il lui en

fallait 17 en 1914 », on s'achemine toujours plus vers le moment « où, d'une part, on ne vendra plus une livre de pain en plus et où, d'autre part, l'ouvrier sera licencié et ne pourra même pas en acheter une livre (2) ». Et, devant une table familiale toujours plus dégarnie, ce ne sont pas les dissertations d'un champion de l'austérité comme Berlinguer sur la nécessité pour les masses laborieuses, leurs « exigences de vie élémentaires » étant désormais satisfaites (!!!), de considérer non plus la « quantité de développement » mais la « nature de la chose produite » qui vont le consoler (3). Sans doute Marchais n'en est-il pas encore là, mais cela pourrait arriver beaucoup plus vite qu'on ne pense.

Les porte-parole de la classe dominante et de son économie politique sont conscients des dangers inhérents à une situation de crise mondiale. « Malgré tous les mécanismes possibles, mais toujours plus réduits d'échelle mobile — peut-on lire dans le *Corriere della sera* du 29-8 — les effets de l'inflation détruisent les équilibres sociaux corrects et les mécanismes de développement à long terme ». Et il suffit de jeter un coup d'œil à la liste des agitations et des grèves qui ont eu lieu dans tous les continents pendant le seul mois d'août, pour se convaincre du poids croissant de la vie chère qui tend à détruire les « équilibres sociaux » et à rendre toujours plus « incorrects » les rapports entre ceux que ces Messieurs aimeraient pouvoir considérer comme des partenaires bien élevés et compréhensifs d'un sage et intelligent « contrat ». Ce n'est pas un hasard, si, partout, la démocratie se cuirasse; ce n'est pas un hasard si aux affres des bourgeois font écho chaque jour les lamentations de l'opportunisme politique et syndical sur les effets « déstabilisateurs » de la prolongation, de l'extension et de l'approfondissement de la crise, ses appels aux gouvernements pour qu'ils

défendent mieux l'ordre public et punissent sans indulgence ceux qui le troublent, ses exhortations à la classe ouvrière afin qu'elle acquiesce, comme c'est « son devoir historique », une « culture de gouvernement » pour apprendre aux forces conservatrices elles-mêmes l'art, qu'elles ignoreraient selon Berlinguer, de « défendre sérieusement » leurs propres intérêts. Non, prolétaires : l'austérité n'est pas une plaisanterie !

Mais c'est bien pour cela qu'elle réclame de la part des ouvriers une riposte, qui, tout en étant une **défense** tenace du pouvoir d'achat réel des salaires et des conditions générales de vie et de travail en dehors de tout calcul de « compatibilité » avec le « système », et contre toute subordination aux exigences prétendument « supérieures » de l'économie nationale, soit et devienne toujours plus une **préparation fière et vigoureuse de l'attaque** contre les fondements du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise, contre les causes d'un mal dont la lutte contre le chômage, le sous-emploi, les salaires de misère, l'insécurité de l'existence quotidienne, ne combat que les conséquences.

C'est le développement même du capitalisme qui met les bourgeois devant la perspective d'un nouveau « vendredi noir, toujours plus noir »; c'est ce même développement qui, en privant les prolétaires de ce qui pouvait leur donner l'illusion d'être « à l'abri », les ramène à la condition **historiquement** typique de leur classe, considérée non au moment x ou y mais dans l'arc de tout un cycle de prospérité et de crises — la condition « de n'avoir rien en propre à sauvegarder; d'avoir seulement à détruire toutes les certitudes privées et les garanties privées qui ont existé jusqu'ici » (4). C'est, dans l'immédiat, leur condamnation; c'est leur force dans l'avenir.

Il est stupide et désastreux de dire : la lutte doit être directement politique,

pas de lutte économique ! Il est stupide et criminel de soutenir : la lutte est immédiatement économique, pas de lutte politique ! On ne se prépare pas à l'attaque sans s'y entraîner méthodiquement dans la défense; il n'y a pas de défense qui, pour être efficace, ne se prépare pas à se transformer, quand ce sera à la fois **nécessaire et possible**, en attaque. Les communistes fidèles à la perspective **révolutionnaire** du marxisme — la seule que celui-ci connaisse — trouvent dans les conditions objectives de la crise de l'économie capitaliste les conditions matérielles d'une action politique incessante qui oppose à tous les bavardages sur les efforts de **transformation** de cette économie, de la société érigée sur ces bases, de l'Etat constitué pour sa défense, la **vérité marxiste de la conquête révolutionnaire** du pouvoir, de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, de l'instauration de la dictature du prolétariat, pont de passage **obligatoire** vers le communisme. Un siècle et demi de crises commerciales, politiques, militaires récurrentes témoigne de la vanité de ces efforts de transformation; il est la preuve de l'urgence de la solution **opposée**.

En préparer les conditions **subjectives**, et avant tout le parti de classe, est la tâche urgente et quotidienne des communistes révolutionnaires, dans la lutte économique et dans la lutte politique contre le capital.

(1) Parti révolutionnaire et action économique, 1951, dans *Le Prolétaire* n° 121.
 (2) La révolution anticapitaliste occidentale, 1953, dans *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, Milan, éd. Il programma comunista, 1973, p. 35.
 (3) E. Berlinguer, *Le compromis dans sa phase actuelle*, dans « *Rinascita* » du 24-08-1979.
 (4) Marx-Engels, *Manifeste du Parti communiste*, I.

Les «partenaires sociaux» inquiets de la contestation de la «base»...

Les *Echos* du 14 septembre 1979 commentent ainsi les ouvertures de R. Barre en direction des syndicats : « R. Barre est conscient du malaise syndical actuel [...], il ne peut ignorer la naissance ici et là d'une contestation de la base visant les centrales syndicales elles-mêmes. Ce phénomène relativement récent incite à la prudence aussi bien dans le camp du gouvernement et du patronat qu'au niveau des syndicats ouvriers ».

A des degrés divers, et quel que soit son art du sabotage, la bonzerie syndicale en Allemagne, en Angleterre, en Italie a le même souci : et si la classe ouvrière disait enfin son mot ?

Chronique de l'impérialisme français

● Le chauvinisme et l'Allemagne

La bombe lancée par Sanguinetti et le général Buis permet, à défaut d'intérêt militaire, de mesurer le ridicule dans lequel se trouve le chauvinisme français. « Partager notre force de frappe avec l'Allemagne ? Jamais ! » se sont écriés en chœur gaullistes et national-communistes, sentant passer dans leurs veines un frisson de colère patriotique. Ces gens-là accusent en effet le gouvernement actuel de vouloir ravalier la « France éternelle » au rang d'une puissance de « second rang » — horreur ! — et ils ne s'aperçoivent même pas que le conflit auquel ils bornent leur horizon, celui qui les oppose à l'Allemagne, n'est plus, à l'échelle internationale, qu'un conflit... de second rang, précisément.

Le conflit de premier rang est bien celui entre les Etats-Unis et la Russie, que les communistes révolutionnaires renvoient dos à dos à leurs querelles, et vouent ensemble à la démolition révolutionnaire, afin de réaliser la dictature internationale du prolétariat. C'est bien dans le cadre de ce conflit où il doit prendre parti que se place Giscard et avec lui une bonne partie du PS, en essayant de s'entendre avec l'Allemagne dans ce cadre, où ils souhaiteraient que la France tienne la première place en Europe.

Mais justement, que peut bien avoir à faire l'Allemagne d'une alliance avec la France ? Si elle doit être la seconde dans une alliance, ne vaut-il pas mieux pour elle que cela soit directement avec des puissances de premier rang plutôt qu'avec des puissances mineures ? D'où le mépris avec lequel la bourgeoisie allemande a accueilli le ballon d'essai Sanguinetti-Buis.

Aujourd'hui que la bombe se fabrique aussi aisément que n'importe quel autre produit industriel, il est clair que l'idée stupide de la dénucléarisation de l'Allemagne a fait long feu. Ce qui blesse certainement le plus le chauvinisme tri-

colore dans cette affaire, ce n'est donc pas tant l'idée d'un réarmement de l'Allemagne que le mépris avec lequel les bourgeois d'outre-Rhin ont accueilli l'idée d'une alliance militaire avec la France. Sur ce point au moins, le « consensus national » est réalisé.

● OLP et impérialisme français

La revue pro-irakienne, proche des milieux de la résistance, publiée à Paris, *Al watan al-arabi* (La patrie arabe), rapporte dans son numéro 132 du 24-30 août que : « La résistance palestinienne a fait échouer un plan qui consistait à déclencher 3 opérations de fedayins à Paris, alors que toutes les dépenses avaient été faites et toutes les mesures avaient été prises pour faire parvenir explosifs et armes jusqu'à la capitale française. Abou Djihad donna l'ordre aux forces de sûreté de la révolution d'arrêter les organisateurs de ces opérations. Ce qui fut fait trois jours après l'assassinat de Zohreh Mohsen, chef du département militaire de l'OLP ». Ce sont surtout les raisons de cette attitude qui sont intéressantes. En effet, « cette décision de la résistance a été inspirée par les positions françaises soutenant la révolution palestinienne » et par le souci de « conserver une image de marque des Palestiniens dans l'esprit des Européens ».

Ainsi, prétextant du « soutien » de l'impérialisme français à la « cause palestinienne », l'OLP ne s'est pas contentée de présenter comme des alliés des masses révoltées les paras français envoyés au Sud-Liban sous le bétet de l'ONU, qui ont réprimé les tentatives généreuses de militants palestiniens et libanais qui ne craignaient pas de les affronter. Voilà qu'elle s'érige en gendarme contre la tendance à pousser la riposte sur le territoire même de l'impérialisme.

Il est significatif que cela se produise au moment même où, appuyé sur son passé colonial, l'impérialisme français

mène une campagne sans précédent contre les travailleurs immigrés maghrébins. Et juste au moment où il accroît sa capacité d'intervention extérieure d'une demi-brigade motorisée et blindée, spécialement destinée à d'éventuelles opérations outre-mer. Selon *Le Monde* du 15-9-79, « les études des états-majors avaient montré l'intérêt d'une telle formule, dans la perspective d'une intervention moins en Afrique que dans l'ensemble du bassin méditerranéen ».

Il n'y a pas de doute : la bourgeoisie palestinienne est digne d'occuper un strapontin dans l'orchestre international des brigands et des policiers. Ce n'est pas elle qui s'aviserait de troubler l'harmonie superbe de l'ordre impérialiste, cet ordre que les masses exploitées et avant tout les prolétaires n'ont d'autre issue que de combattre. A chacun son camp !

● Agitation en Nouvelle-Calédonie

Fin août, faisant écho à l'effervescence qui gagne dans les lycées antillais contre les discriminations raciales, le licenciement de six maîtres-auxiliaires mélanésiens bien connus pour leurs opinions indépendantistes, et leur remplacement par des titulaires français a provoqué une agitation à Nouméa. La répression bestiale des troupes coloniales a jeté le trouble jusque dans la petite bourgeoisie plus ou moins liée par clientélisme aux partis majoritaires (UDF et RPR)...

Le 13 septembre encore, Djoud a dû affirmer à FR 3 : « l'ordre public sera maintenu », et s'appuyant sur... le résultat des élections, il a ajouté : « La France fera respecter votre volonté de rester Français et votre volonté de faire chez vous de profondes réformes ».

On se doute que cette île, située à rien moins que 35.000 km de l'hexagone, n'est française que par la mainmise de l'impérialisme français sur les richesses en nickel et par les privilèges coloniaux dont jouit la population métropolitaine.

Réunions publiques en SUISSE

- **DELEMONT**
le jeudi 11 octobre 1979, à 20 h 15, Petite Salle à la Gare
- **GENEVE**
le samedi 6 octobre 1979 à 9 h, Centre de Loisirs des Asters
- **LAUSANNE**
le vendredi 5 octobre 1979, à 20 h 15, Café du Commerce à Renens
- **NEUCHATEL**
le vendredi 12 octobre 1979, à 20 h 15

**Contre la diversion électorale !
Pour la préparation révolutionnaire !**

Le prolétaire Suppl. SUISSE

Voici le sommaire du n° 19 (15 sept.-31 oct. 1979)

- Elections nationales
- Le quatrième congrès de la LMR
- SALT II
- Grève à Genève
- Les réfugiés indochinois
- L'initiative de la LMR sur la formation professionnelle
- Les Thèses de 1951

L'exploitation cynique de la « tragédie vietnamienne »

En l'espace de quarante ans la société capitaliste nous a fait subir non seulement une boucherie mondiale qui a fait plus de 50 millions de morts, mais une succession ininterrompue de boucheries locales massacrant des populations entières. Aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, elle mobilise ses représentants officiels, ses curés, ses journalistes, ses penseurs éclairés et jusqu'à ses philosophes d'« extrême gauche » dans une vaste campagne humanitaire et verse des torrents de larmes hypocrites sur les réfugiés vietnamiens.

À l'Est comme à l'Ouest, ces appels charitables ou philanthropiques répondent à un double objectif. D'abord, présenter comme une anomalie, comme une exception, un phénomène qui est en réalité la norme et la règle de cette société infâme. Ensuite et en même temps, chaque camp impérialiste essaie d'en attribuer la responsabilité à l'autre, et derrière l'attendrissement sur les Vietnamiens ou les Cambodgiens perce la propagande belliciste des uns et des autres.

À en croire les Occidentaux, ce sont les horreurs du « communisme » vietnamien qui poussent les réfugiés à la fuite, et personne ne s'embarrasse de la contradiction qu'il y a à monter en même temps en épingle les atrocités du régime Pol-Pot renversé par le Vietnam. Pour les pays de l'Est, seuls les USA sont responsables de la tragédie vietnamienne : après avoir martyrisé les populations indochinoises avec les instruments de guerre les plus modernes et les plus raffinés, après avoir juré d'aider les survivants, ils les ont laissés tomber... Ces « marxistes »-là ne craignent pas de reprocher à l'impérialisme d'être... impérialiste, et prétendent qu'il pourrait obéir à d'autres lois que celles du capital.

Bien mieux, ils feignent d'ignorer que le gouvernement d'Hanoï ne fait lui-même aucun mystère quant au but de l'« opéra-

tion-réfugiés » : il est engagé dans un processus d'expropriation des petits producteurs indépendants, paysans et surtout artisans et commerçants au profit du développement du grand capital, un processus conscient et organisé dans lequel la coercition étatique joue un rôle déterminant. Et dans la mesure où il ne dispose pas d'une industrie à même d'exploiter la force de travail ainsi « libérée », ou encore si ces éléments refusent de se laisser prolétarianiser, il n'est que trop content de se débarrasser de bouches pour l'instant inutiles.

Il ne s'agit là nullement de socialisme, mais du processus général du développement capitaliste que, avec des variantes historiques et locales, tous les pays capitalistes ont connu. Pour la Russie, il suffit de rappeler la « dékoulakisation » de la grande période stalinienne, et la chasse aux « trafiquants », alias petits artisans et commerçants. Mais la Russie n'avait pas besoin de pousser dehors les petits producteurs expropriés, elle avait déjà un appareil industriel qui pouvait les accueillir et, surtout, elle pouvait les faire travailler en Sibérie. Quant à l'Occident qui s'attendrit sur les prisonniers des goulags, il veut oublier que la démocratie Angleterre a pendu des dizaines de milliers de « vagabonds » (petits producteurs expropriés) le long des routes pour indiquer à leurs frères le chemin de l'usine ; et surtout que, au 19^e siècle, les pays d'Europe ont pu chasser la surpopulation relative créée par le développement du capitalisme vers d'autres continents. Où peuvent aller aujourd'hui les petits producteurs expropriés d'Asie, d'Amérique Latine ou d'Afrique ?

Il est vrai que dans la phase d'extension générale de la production qui a suivi la seconde guerre impérialiste, les pays capitalistes développés ont aspiré une partie de la main-d'œuvre ainsi libérée. Mais ils commencent à la refouler, et le comble du cynisme c'est de repro-

cher au Vietnam de chasser son surplus de population, de reprocher à la Malaisie, la Thaïlande ou la Chine de ne pas le laisser entrer, au moment même où tous les pays développés ont déjà commencé à refouler les travailleurs immigrés par dizaines et centaines de milliers, et se préparent à les expulser toujours plus massivement. Finalement, le grand battage fait à la presse, la radio, la télé, autour de l'accueil de réfugiés sert de paravent aux projets d'expulsion de centaines de milliers de prolétaires immigrés.

Voilà comment le capitalisme réussit à utiliser aux fins de sa conservation jusqu'aux maux et souffrances qu'il produit. Il y réussit d'autant mieux qu'il est aidé par les partis prétendument ouvriers, qui s'appliquent eux aussi à masquer les véritables causes de l'exploitation, de l'oppression et des massacres ; qui incitent les prolétaires à lutter pour une « vraie justice, une « vraie » charité, une « vraie » assistance capitalistes ; qui leur font placer leurs espoirs dans les Etats bourgeois et l'organisation mondiale des Etats bourgeois...

Le prolétariat n'est nullement indifférent au sort des réfugiés refoulés en haute mer, mais il dénonce l'hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, leurs larmes de crocodile et leurs fausses solutions. Il voit dans ces événements un des mille et mille drames, une des mille et mille atrocités sur lesquelles repose l'orgueilleuse « civilisation » bourgeoise, le mode de production qui a le plus développé les forces productives mais aussi destructives. Il sait que de tels épisodes, toujours plus nombreux et toujours plus horribles, accompagnent forcément la marche du capitalisme. Il n'y voit pas une raison de se lamenter, mais au contraire une raison de se révolter, de lutter pour abattre par sa révolution de classe cette société ignoble.

Marchandages sahariens

Le coup d'Etat survenu en Mauritanie le 10 juillet 78 avec l'assentiment de Paris s'inscrivait, comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer, dans le cadre de la recherche d'un « règlement » au conflit du Sahara occidental, tant les intérêts de l'impérialisme français sont également importants en Algérie et au Maroc.

Il a fallu une année à la Mauritanie pour qu'elle décide de se retirer du conflit en signant à Alger le 5 août dernier un accord de « paix » avec le Front Polisario en présence des autorités algériennes, qui n'ont évidemment pas raté l'occasion pour mettre en relief le caractère désormais caduc des accords de Madrid sur la base desquels Rabat et Nouakchott se sont partagés l'ex-colonie espagnole.

Le scénario prévu par les Algériens était le suivant : la Mauritanie se retire de Tiris-El-Gharbia, c'est-à-dire de la part du Sahara qui lui « revenait » jusqu'ici, le Front Polisario prend sa place. Cela aurait mis l'Algérie et les Sahraouis dans une position beaucoup plus confortable pour un éventuel marchandage diplomatique ou militaire avec le Maroc. C'est ce qui explique l'importance des troupes engagées par le Front Polisario dans la bataille de Bir Anzaran (on parle de quelques 3.000 hommes bien équipés).

De son côté le Maroc a profité de la défection de son ex-allié mauritanien pour annexer purement et simplement Dakhla au prix de sacrifices militaires et de l'isolement diplomatique que l'on sait. Rabat pense ainsi acculer ses adversaires algériens à lâcher le Front Polisario et à réfléchir à une solution beaucoup plus « réaliste ».

Mais l'annexion de Dakhla ne signifie nullement que le Maroc a gagné la guerre du Sahara. Les officiers marocains ne cessent de répéter que « le Front Polisario a l'initiative de ses opérations et choisit l'heure

(Suite page 8.)

La crise capitaliste frappe aussi à l'Est

Il n'y a pas si longtemps encore, les pays de l'Est prétendaient échapper à la crise, sous prétexte que leur économie serait socialiste. Nous l'avons toujours nié. Aujourd'hui, personne ne peut plus cacher que la crise frappe aussi ces pays. N'est-ce pas pour le marxisme aussi un « bilan globalement positif » ? En effet, la réalité le démontre : le capitalisme est le même partout, et donc aussi les intérêts de la classe ouvrière.

URSS

En dépit du slogan selon lequel « l'URSS n'est pas menacée comme l'Occident capitaliste par la crise de l'énergie », les autorités soviétiques ont demandé à toutes les organisations et institutions de faire des économies et aux entreprises du secteur énergétique de dépasser les objectifs du X^e Plan quinquennal (*Le Monde* du 16 juin).

Début juillet, les mêmes autorités ont procédé à un « réajustement » des prix qui s'est traduit par des hausses allant de 18 à 50 % : 50 % sur les métaux précieux, 18 % pour les voitures, 35 % pour les meubles importés, 25 % pour les restaurants, 45 % pour la bière, etc. Le président du comité des prix a expliqué ces hausses par une croissance de la demande plus forte que celle de la production. (*Le Monde* du 3 juillet.) On voit mal en quoi cette formulation se distingue de l'explication capitaliste de l'inflation. Ces hausses ne sont pas isolées. D'après *le Monde* du 8 septembre, depuis le 1^{er} janvier 1977, les transports aériens ont augmenté de 20 %, les soieries de 40 %, les taxis de 100 %, l'essence de 100 %, etc. Le prix du café a été multiplié par quatre.

Une des raisons de ces hausses des prix tient au fait que l'URSS importe de l'inflation en achetant à l'Ouest des biens d'équipement dont les prix augmentent.

Certes l'incidence de cette inflation est faible puisqu'elle est proportionnelle au volume du commerce avec l'Occident (3 % du revenu national actuellement). Mais cela veut dire qu'elle croîtra avec l'augmentation des échanges...

Sur le plan de la production intérieure, les résultats ne sont guère brillants non plus. Toujours d'après *le Monde* du 8 septembre, au cours du premier semestre de cette année, la production a augmenté de 3,5 % contre un objectif de 5,7 % dans le plan annuel et de 6,5 % dans le plan quinquennal. La production a diminué, selon les mêmes sources, par rapport à la même période de 1978 dans des secteurs-clés comme les matériaux de construction, l'acier, les engrais, les matières plastiques, le papier, les chaussures, et pour certains biens de consommation courante.

L'URSS continue à acheter du blé et du maïs à l'extérieur. En particulier auprès des Etats-Unis qui lui ont déjà fourni près de 15 millions de tonnes cette année (*Les Echos* du 17 juillet).

Les résultats insuffisants de l'économie de l'URSS ont amené les responsables à prendre des mesures. Un décret émanant du parti et du gouvernement vient d'être publié. Il porte sur l'« amélioration de la planification et le renforcement de l'action du mécanisme économique sur l'accroissement de l'efficacité de la production et de la qualité du travail » (Nouvelle réforme économique en Union soviétique, *Le Monde diplomatique*, sept. 79). À côté de diverses mesures techniques (centralisation accrue, etc.) figure comme objectif l'« encadrement strict des travailleurs au sein de l'entreprise ». En effet, selon l'auteur de l'article, le problème central de l'économie soviétique est la productivité du travail. Le problème est donc « comment faire travailler les gens, renforcer la discipline, dégraisser les entreprises des éléments super-

flus ? » (Si la réforme est appliquée, c'en sera fini du mythe de l'absence de chômage en URSS...)

Le fin mot de cette nouvelle réforme économique semble être l'organisation des travailleurs en brigades chargées d'exécuter un travail déterminé (par exemple construire un immeuble). La brigade aura toute autonomie pour son organisation interne et pour la répartition des salaires et des primes (celles-ci pouvant atteindre 40 % du salaire). « La brigade réussira peut-être ce que l'entreprise n'a pu faire », estime l'auteur de l'article : se débarrasser des tire-au-flanc et des absentéistes », et il ajoute cyniquement : « et si elle impose des cadences rapides, une intensité de travail accrue, pourra-t-on dire que c'est de l'exploitation puisque la brigade ou l'atelier l'aurait décidé ? »

La philosophie de la réforme tient en peu de mots : « autorité, efficacité, mobilisation des moyens en vue de redresser l'économie ». L'auteur de l'article a même décelé dans ce décret qui vise à orienter la vie économique du pays au moins pour les dix années à venir des idées du président du Gosplan qui a été l'artisan de la politique économique de l'URSS à partir de 1937 et pendant la dernière guerre...

RDA

Selon l'Institut de recherches ouest-allemand DIW, l'Allemagne de l'Est ne parviendra sans doute pas à atteindre en 1979 les objectifs du Plan. Le PNB n'a augmenté que de 2 % au premier semestre contre 3,8 % pour le premier semestre 1979.

La production industrielle ne s'est accrue que de 3 % alors que le Plan prévoyait 5,5 % et les investissements n'ont augmenté que de 0,7 % au lieu des 5,6 % prévus. Divers secteurs industriels

comme la chimie, la construction mécanique, les machines agricoles, la production automobile et les cimenteries accusent un retard certain sur le tableau de marche (*Les Echos* du 3 juillet).

La RDA fêtera cette année son trentième anniversaire. La propagande officielle rappelle les objectifs du gouvernement : croissance, prospérité et stabilité. En fait de croissance et prospérité, les travailleurs sont invités à intensifier leurs efforts pour accroître la productivité et le montant de la prime de fin d'année accordée aux ouvriers a diminué en 1978. Comme à l'Ouest, le gouvernement se propose pour rétablir la balance commerciale de limiter les importations et d'accroître les exportations.

Le déficit extérieur de la RDA est estimé à 2 milliards de dollars par an et l'endettement à l'égard de l'Ouest a augmenté. Il atteignait, selon des sources américaines, 7 milliards de dollars à la fin de 1977, et représenterait actuellement une douzaine de milliards de dollars. Mais la RDA n'a pas de mal à se faire prêter de l'argent. Compte tenu de son potentiel industriel — et grâce, ajoutons-nous, à la pression qui s'exerce sur la classe ouvrière — la RDA continue à être considérée comme un « bon risque » par les banquiers occidentaux.

En dépit des subventions, les loyers ont augmenté de 12,3 % par rapport à 1978, mais dans l'ensemble la RDA n'a pas connu les hausses massives de prix qui ont touché les autres pays frères. Pas encore : les hausses pourraient intervenir après la célébration de son 30^e anniversaire qui aura lieu le 7 octobre. En attendant la population est invitée à travailler « volontairement » le samedi 22 septembre « en l'honneur du XXX^e Anniversaire ». Quant à Honecker, il a lancé un appel, rapportent *Les Echos* du 28 août, en

(Suite page 8.)

Les communistes, la répression bourgeoise et les procès politiques

(Suite de la page 1)

nous crierions au scandale — fût-ce polémi- quement ou pour des « raisons de légitime défense » — à la manière de l'autonome Toni Negri, en face de l'enregistrement d'un cours historique objectif et, en tant que tel, prévisible, comme s'il s'agissait d'une « renonciation à toute médiation juridique des faits au nom de la défense d'un intérêt spécial et supérieur : l'Etat » (2).

Moins que jamais un tel enregistrement ne pouvait nous inciter à dénoncer « la tentative d'enfermer la constitution de l'Etat dans la logique de la lutte contre le communisme, contre la pensée et l'expérience du communisme », comme si un Etat de classe pouvait jamais obéir à une logique différente de celle de la lutte contre « la pensée et l'expérience », vraies ou présumées, de ceux qui le refusent et tendent à le renverser.

Et nous n'aurions jamais pu voir en cela une sorte de processus pathologique, résultant à son tour « d'une phase politique précise : le régime de l'Etat d'urgence [...], la restauration », c'est-à-dire le retour à quelque chose qui n'est pas (ou qui a cessé d'être) « l'Etat démocratique, l'Etat imposé [...] et modifié par les luttes ouvrières et prolétariennes », en avalisant ainsi la thèse selon laquelle la démocratie ne serait pas une forme spécifique de domination et de dictature de classe de la bourgeoisie, mais leur dépassement, et selon laquelle aussi le mode de production capitaliste et la société érigée sur ses bases tendraient à aller d'un extrême de non-liberté et d'arbitraire à un extrême de liberté et de justice, de l'extrême de l'Etat comme instrument de force aveugle et brutale à l'extrême opposé de « l'Etat de droit », évolution qui se refléterait — sauf en cas de « restauration » réactionnaire — dans un abandon progressif des formes les plus grossières et criantes de violence et de brutalité en faveur d'un respect croissant de la « médiation juridique » (3).

De la même manière, nous n'aurions

jamais pu invoquer le retour à un imaginaire Eden démocratique perdu par la faute d'une chute collective dans la barbarie, en partant de cette nouvelle version de la théorie de l'Etat comme entité supérieure aux classes, de cette exhumation académique de la philosophie du droit comme incarnation de l'Idée dans le domaine des rapports entre les hommes.

On ne peut en effet combattre l'Etat de la classe dominante en opposant à son contenu de classe un contenu a-classiste présumé, qui serait d'ailleurs l'essence d'une démocratie non adultérée, en acte ou en devenir, ou en opposant à ses fictions et à ses mensonges juridiques un édifice de garanties et de droits soi-disant non factices, parce que rendus tels par la restauration d'un équilibre des forces artificiellement troublé à l'avantage d'une seule des parties.

On ne peut en effet prétendre lutter contre le réformisme et, en même temps, proposer au « système » que l'on dénonce et que l'on combat (du moins en paroles) un « nouveau contrat » sous la forme d'une « initiative d'élargissement du terrain constitutionnel aux composantes de l'Autonomie », à l'intérieur de laquelle subsisterait une « possibilité non tant de négocier, que de recomposer un cadre de confrontation politique » ; enfin on ne peut prêcher à amis et ennemis que la « certitude du bon droit [!!!] risque d'être un fétiche réactionnaire [Dieu nous en garde !], si le centre de gravité de la médiation constitutionnelle ne se déplace pas lourdement vers la gauche ».

On ne peut revendiquer, ne disons pas le marxisme, mais même un brin de sa substance révolutionnaire, et dénoncer en même temps comme anormale une situation qui a vu se superposer à la constitution formelle « déjà rigide » de 1948, une constitution matérielle « articulée sur la place centrale de la démocratie chrétienne » (voilà ce qui a le pouvoir de... changer la nature de l'Etat !) et où, partant, « les règles de la transformation

n'existent plus, et l'appareil de répression est par conséquent utilisé de façon univoque, contre les forces de la transformation », tandis que la logique voudrait qu'elle soit distribuée impartialement entre les partenaires de la « confrontation politique ».

On ne peut condamner Berlinguer et le compromis historique ou, en remontant plus haut, Staline, Togliatti et leurs « partis nouveaux » et en même temps opposer à la « manière transformiste » consistant à « faire les malins en tentant d'entrer de toute façon dans les institutions » une « manière garantiste » qui consisterait au contraire à y entrer... à certaines conditions, c'est-à-dire « en réclamant la modification de la constitution matérielle en rapport avec les modifications de la structure sociale et de la conflictualité de classe », autrement dit en faisant la même chose que ce qu'ont toujours prétendu vouloir faire, et ont fait, avec un autre langage, les représentants de l'opportunisme réformiste et légalitaire.

On ne peut s'ériger, même en théorie,

(2) Toni Negri, *Non sono un mostro* (Je ne suis pas un monstre) dans « Panorama » du 30 juillet 1979, p. IV. Les citations suivantes sont tirées de la même source.

(3) Ce n'est pas par hasard qu'un procès comme celui intenté à l'« Autonomie organisée » devient, pour Negri, « typique d'une société industrielle seulement imparfaitement développée », et que les méthodes qu'elle utilise en assimilant « justice » et « propagande » ne peuvent apparaître pour ce qu'elles sont vraiment qu'à celui qui aurait dénoncé à temps « le caractère bureaucratique et totalitaire » des procès de Moscou, qui seraient donc caractéristiques d'un régime et d'une époque... pré-démocratiques.

(4) T. Negri, *Lettera a Scalfari*, dans « La Repubblica » du 4 août 1979, p. 24. Ces citations suffiraient à démontrer à quel point la différence entre « transformisme » et « néo-garantisme », entre démocratisation et Autonomie, est mince, et en même temps à quel point la « criminalisation » de parti-

en justiciers de la société bourgeoise, et, en même temps, recommander à ses idéologues d'adopter de nouvelles règles du jeu pour éviter que le « développement de la lutte politique en Italie » ne soit bloqué « non seulement pour nous, mais avec un grave danger pour tous les éventuels apprentis sorciers » (4).

En faisant ainsi, en effet, après tant d'indignation pour les offres d'échanges de politesses en vue d'une « trêve » faites à l'Etat existant par Franco Piperno (qui au moins refuse de se considérer comme un révolutionnaire) on finit par assaisonner de phraséologie métaphilosophique la même soupe démocratique, réformiste et, pour utiliser le langage à la mode, « garantiste ».

Les communistes peuvent et éventuellement doivent se défendre au tribunal en en appelant au code démocratique-bourgeois contre la justice démocratique-bourgeoise, mais à une condition : celle de ne rien concéder aux principes sur lesquels la démocratie fonde sa prétention d'incarner les intérêts et les aspirations de toute l'humanité.

sans d'un nouveau « contrat social » comme Negri, Scalone et à plus forte raison Piperno, est absurde. Avant son arrestation à Paris, ce dernier a indiqué à un journaliste de *Libération* les deux seules voies possibles pour en finir avec le terrorisme en Italie : la voie militaire, que l'Etat serait prêt à suivre mais qui doit être écartée dans la mesure où, pour réussir, elle devrait « élargir le cercle et en prendre beaucoup, pour en frapper quelques-uns » ; et la voie — où l'Etat bourgeois et des adversaires de l'Etat bourgeois du type des Autonomes pourraient se rencontrer — « visant à éliminer le terrorisme à la racine et à l'attaquer dans sa raison sociale, la voie de la transformation, des changements et de l'amnistie ». On se contente — ici sur le plan... diplomatique, chez Negri sur le plan théorique — non seulement de conseiller à l'Etat le réformisme, mais de l'appuyer dans cet effort de modernisation ! Piperno doit donc être pris au sérieux quand il déclare : « Nous sommes beaucoup moins que des révolutionnaires ».

La IV^e Internationale et le sandinisme

Toujours plus bas !

La dernière manifestation en date de la conception caricaturale que donnent les épigones de Trotsky de la révolution permanente est sans doute représentée par l'attitude de la LCR vis-à-vis du Nicaragua.

Les trotskystes de la IV^e ne se sont pas contentés de tirer de l'idée juste que seul le prolétariat est capable de mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout la conclusion fautive et largement répandue que seule la révolution socialiste est possible à l'époque de l'impérialisme. Ils ont conclu de cette bêtise que toute révolution devient nécessairement socialiste. Grâce à quoi ? Grâce à la prétendue transcendance des partis démocratiques en partis prolétariens.

Sur cette voie il est impossible de s'arrêter. Au Nicaragua, le schéma habituel des désirs trotskystes devient la réalité du mouvement social. Peu importe qu'il ne s'agisse pas d'une véritable révolution et que les sandinistes aient cherché à canaliser un mouvement populaire pour l'épuiser dans les marais d'un simple

changement de gouvernement par ailleurs incapable d'apporter la moindre satisfaction aux exigences qui ont mis les masses en mouvement !

C'est ainsi que dans une déclaration du CC de la LCR parue dans *Rouge* du 7 au 13 septembre 79 on peut lire :

« Au Nicaragua, la révolution socialiste a commencé. Dirigés par le FSLN, les ouvriers et les paysans pauvres ont abattu la dictature sanglante de Somoza. Les masses nicaraguayennes ont pris en mains leurs propres affaires. »

La IV^e assimile désormais les dirigeants politiques du mouvement au mouvement social lui-même, dans la grande vague qui lui a fait également condamner la critique des partis réformistes sous prétexte qu'un front doit se faire aussi au sommet et qui lui a permis après avoir fait un semblant de critique du FNLA de Neto de donner un appui total au Polisario, et ce, sans avoir peur de publier en même temps les thèses du II^e congrès de l'IC sur les questions nationales et coloniales qui dictent pourtant clairement

l'attitude des communistes qu'ils prétendent appliquer, et dénoncent la leur.

Arrivés à ce point de la capitulation, il n'y a plus qu'à reconnaître au gouvernement sandiniste l'aptitude à faire faire un bond suffisant à l'histoire pour laisser passer sans le moindre commentaire la dissolution des milices de quartier au sein de l'armée régulière : « Les dirigeants du FSLN ont expliqué la nécessité de mettre sur pied une force combattante opérationnelle. Pour ce faire, ils ont décidé récemment d'incorporer les milices populaires qui ont émergé pendant la révolution dans l'armée sandiniste régulière. Les ouvriers et paysans armés y recevront un entraînement militaire et une formation politique. » (*Rouge* du 7 au 13 sept. 1979.)

Tout ce qu'on peut dire, c'est que la LCR est en règle avec sa position officielle qui consiste à « aider la révolution nicaraguayenne dans sa tâche centrale : la reconstruction du pays. » (*idem*).

Mais la LCR va encore plus loin. Devant l'expulsion par les autorités nicaraguayennes de la brigade Simon Bolivar, formée de trotskystes latino-américains, qui voulait organiser les syndicats à Managua et prônait l'occupation des terres et la formation de milices populaires, le CC de la LCR a jugé utile de désavouer la brigade Simon Bolivar dans ces termes : « L'orientation et les initiatives de la brigade Simon Bolivar au Nicaragua, développées hors des instances de la IV^e Internationale et indépendamment de ses positions, ne sauraient engager la responsabilité de cette dernière » (*idem*). Il faut dire que la LCR est dépassée par le SWP qui condamne la brigade ainsi : « Cette tentative de la part d'un groupe extérieur au pays de se substituer à la direction réelle qui s'est

forgée dans la lutte révolutionnaire contre Somoza n'a strictement rien à voir avec la position de la IV^e Internationale, le mouvement trotskyste mondial » !!!

Par ailleurs, dans un article republié dans le même numéro de *Rouge*, les trotskystes du PST colombien reconnaissent que pour 90 % d'entre elles, les milices ont été formées spontanément au feu de la lutte contre la régime de Somoza et que l'expulsion de la brigade Simon Bolivar n'est qu'un « détail » dans le cadre d'ensemble du plan du FSLN en vue de désarmer les milices et de former une armée régulière tout en réorganisant la police.

Cela n'empêche pas les trotskystes du PST de conclure : « Nous n'écarterons aucunement que la direction du FSLN, ou une partie de cette direction, finisse demain par rompre avec la bourgeoisie, établisse un gouvernement ouvrier et paysan et applique un programme anticapitaliste comme le fit la direction du mouvement du 26 juillet à Cuba ».

En attendant, on tape à Managua sur tous ceux qui veulent « précipiter » ou « radicaliser » le processus révolutionnaire.

ERRATUM

Une erreur de transcription s'est glissée dans le tableau publié en annexe de l'article « La Chine, future puissance capitaliste » paru dans le numéro précédent du *Prolétaire*. Il fallait lire :

TAUX DE CROISSANCE MOYENS ANNUELS

Période	Produit national brut	Revenu par habitant	Production industrielle brute	Produit agricole brut
1953-1957 (1 ^{er} Plan)	7 %	5 %	16 %	4 %
1958-1961 (« Grand bond en avant »)	— 3 %	— 5 %	2 %	— 6 %
1962-1965 (stimulants)	13 %	11 %	16,5 %	10 %
1966-1969 (révolution culturelle)	7 %	5 %	10 %	4 %
1971-... (Deng Xiaoping et Tchou En-lai)	4 %	2 %	7 %	1 %

PUBLICATIONS DU PARTI EN GREC

Voici le sommaire du n° 2 (mars 1979) de notre brochure en grec

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- Ce qui nous distingue.
- Le communisme est la destruction révolutionnaire de la démocratie et du mercantilisme.
- Révolution et contre-révolution en Russie.

Commandes au Prolétaire

Prix : 2 F

Egalement disponible en grec :
Parti de classe : 8 F

Pour un bilan de la vague anticoloniale

Dès les derniers mois du second conflit impérialiste, le parti dans ses Perspectives de l'après-guerre a indiqué avec une extrême clarté la direction dans laquelle s'orientait le capitalisme mondial dans le cours de la reconstruction d'après-guerre, avec ses orgies de production et de consommation; il a prévu aussi le point d'aboutissement nécessaire de ce cours, c'est-à-dire la crise économique, sociale et politique générale et une nouvelle guerre, dont il n'avait indiqué cependant que les alignements fondamentaux. Une grande partie du travail ultérieur du parti fut consacrée à l'étude de l'évolution économique à l'échelle internationale, avec une attention particulière pour les U.S.A. et l'U.R.S.S., et, sur le plan théorique comme sur celui de l'enregistrement « empirique », à l'analyse de deux aspects de l'après-guerre parmi les plus significatifs: le cycle de développement des mouvements nationaux et coloniaux et la trajectoire des grandes organisations syndicales tendant à l'intégration dans l'Etat bourgeois.

Le moment est venu de tenter un bilan de ces trente années, durant lesquelles nos « perspectives » se sont traduites en vivantes réalités, mettant le parti en face de problèmes et de tâches qui, sans être imprévus, étaient mieux définis sur le plan théorique que contraignants sur le plan pratique.

La prochaine Réunion générale devra avant tout rappeler les grandes lignes de nos « Perspectives d'après-guerre » dans leur formulation la plus générale, celles de notre réaffirmation de la théorie marxiste des révolutions multiples et de l'interprétation du cours de la dégénérescence des syndicats ouvriers dans la période impérialiste et sous le signe de la contre-révolution.

En ce qui concerne le cycle de développement des mouvements nationaux et coloniaux du second après-guerre, nous avons souvent montré ces dernières années qu'il tirait à sa fin, ceci en particulier lors de notre Réunion générale de parti de l'automne 1977. « La crise, écrivions-nous dans le compte rendu de la réunion, est arrivée après la fin de ce que nous avons appelé la « phase éruptive » du mouvement anti-impérialiste [...]. Mais il y a peu de chances pour que la clôture de ce cycle endorme la « zone des tempêtes ». Dans les nouvelles vagues sociales, cette fois, les prolétaires se mettront davantage en avant, avec leurs intérêts propres,

entraînant derrière eux les masses paysannes pauvres, dans un contexte où se ternit toujours plus l'auréole révolutionnaire des classes bourgeoises qui ont atteint l'indépendance politique ».

Depuis, il n'y a pas eu seulement le 26 janvier tunisien, l'explosion sociale iranienne dont la brèche a été ouverte par les coups de bélier d'une puissante vague de grèves, il y a eu aussi, comme c'est le cas en Algérie, des mouvements répétés de grève et d'agitation entraînant un à un tous les secteurs de la population ouvrière. N'est-ce pas là le fruit authentique de ce cycle bourgeois? Cela suffirait à balayer toutes les objections du doctrinarisme pédant et indifférentiste qui n'a vu dans ce mouvement que son côté bourgeois sans voir son côté révolutionnaire, sans être capable de voir et de défendre dans le présent l'annonce du futur.

Il est tout aussi indéniable que l'impossibilité d'assurer à cette vague ne serait-ce qu'un début de transcendance en révolution prolétarienne a empêché que la vague n'aille jusqu'au bout de ses tâches anti-féodales et anti-impérialistes. Voilà un des résultats du stalinisme et de toutes les formes de frontisme et d'étapisme qui interdisent toute possibilité de préparer le futur du mouvement sous prétexte de la convergence des intérêts des classes qui y participent dans l'immédiat, et rabaisant le prolétariat à la traîne de bourgeoisies toujours plus inconsistantes et couardes. La rançon en est qu'aujourd'hui incombent au prolétariat, considérablement retardé dans son développement politique, des tâches non encore directement socialistes et prolétariennes, à l'heure où il devient dans ces aires la seule classe capable de faire avancer l'histoire, comme vient le confirmer tragiquement la sol-disant « révolution islamique » en Iran.

Au moment où nous devons faire le bilan de ce cycle historique, il n'est pas inutile de revenir en arrière pour voir ce que nous en attendions. C'est dans le but d'aider les sections et les camarades à reprendre le cadre théorique et historique de cette question dont notre parti a suivi les développements « avec une passion dévorante », que nous publions ici quelques extraits significatifs de textes des années cinquante, au cours desquelles notre parti a consacré à l'interprétation de ces événements gigantesques plusieurs Réunions générales.

Les révoltes anticoloniales, facteur révolutionnaire historique délimité

« La formation d'Etats-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en Etats nationaux (et ce fut surtout le cas de l'Europe) est pour les travailleurs une étape nécessaire puisqu'il est impossible d'arriver à l'internationalisme (affirmé d'emblée par les premiers mouvements ouvriers) sans dépasser la production, la consommation et les revendications étroitement locales propres à l'époque féodale.

Donc, jusqu'en 1870, époque où cette organisation en Etats nationaux est achevée, le prolétariat a un intérêt de classe

(Pour mettre les points sur les i, thèse historique n° 4)

« Il est tout aussi insensé de nier à la révolution national-libérale des peuples de couleur son caractère de bond révolutionnaire et de se constituer en tribunal de fantaisie pour les condamner à l'immobilité et à la passivité, jusqu'à ce qu'ils puissent faire le bond stalinien de la forme n-1 à la forme n+1, en improvisant une lutte de classes entre prolétaires et entrepreneurs capitalistes à partir de rien, c'est-à-dire en se faisant injecter de l'extérieur une volonté de construire le socialisme à laquelle on ne peut croire sans passer au stalinisme ».

(Les luttes de classe et d'Etats..., 1^{re} partie, « Le merveilleux dessin ». La forme n correspond au capitalisme)

L'opportunisme dans la question nationale

« Le nœud dialectique de la question est le suivant: il ne s'agit pas de considérer une alliance de la classe ouvrière et de son parti avec des couches bourgeoises dans la lutte armée pour des buts révolutionnaires antiféodaux comme un reniement de la doctrine et de la politique de la lutte de classe, mais de montrer que même dans les situations historiques

(Facteurs de race et de nation..., Introduction, point 4)

« [...] Aussi bien dans ces pays que dans les pays occidentaux, le prolétariat est absent comme classe aussi longtemps qu'il adhère à des partis contre-révolutionnaires. Dans la mesure où il est présent, il doit, dans le domaine théorique, soumettre le programme national et démocratique à une critique complète tout comme Marx en 1860; dans le domaine de l'organisation, il ne doit pas mêler les forces du parti de classe aux forces petites bourgeoises; dans le domaine historique et politique, c'est-à-dire dans la mesure où l'action n'est pas bourgeoisement « culturelle » et électorale, mais insurrectionnelle, il doit appuyer le renversement des pouvoirs féodaux même par ceux que Lénine appelait au II^e Congrès les « nationalistes révolutionnaires ». Logiquement, cette norme vaut pour toutes les insurrections de ce genre, même et

(Les luttes de classe et d'Etats..., 1^{re} partie, « Le merveilleux dessin »)

La perspective de la révolution permanente

« [...] La perspective de la révolution permanente que le prolétariat européen aurait mise en marche s'il était intervenu

à lutter pour la liberté de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, et des petits Etats balkaniques. Durant l'alliance dans l'action armée, les idéologies de classe vont se différenciant, et les travailleurs se soustraient au nationalisme et au patriotisme. Pour l'avenir du mouvement prolétarien, les victoires contre la Sainte-Alliance, contre l'Autriche en 1859 et 1866, et en dernier lieu contre Napoléon III lui-même en 1870, ont été de première importance; de même les victoires contre la Turquie et la Russie en 1854-55 et en 77; par contre, les défaites de leurs adversaires furent considérées comme négatives par Marx et Engels dans toutes leurs œuvres, comme Lénine le rappela dans ses thèses sur la guerre en 1914. Tous ces critères s'appliquent à « l'Orient » moderne ».

me n-1 à la forme n+1, en improvisant une lutte de classes entre prolétaires et entrepreneurs capitalistes à partir de rien, c'est-à-dire en se faisant injecter de l'extérieur une volonté de construire le socialisme à laquelle on ne peut croire sans passer au stalinisme ».

et dans les aires géographiques où cette alliance est nécessaire et inéluctable, il faut maintenir intégralement et même porter à son plus haut degré la critique théorique, politique et programmatique des objectifs et des idéologies pour lesquels combattent les éléments bourgeois et petits-bourgeois ».

surtout quand elles sont dirigées contre l'impérialisme étranger, c'est-à-dire contre les Blancs, plus ou moins alliés aux anciens pouvoirs locaux ou même à une grande bourgeoisie locale naissante.

Prétendre que l'existence de rivalités entre les impérialismes parmi lesquels il faut indubitablement ranger aujourd'hui l'impérialisme soviétique, est une raison pour n'appuyer aucune des révoltes anti-impérialistes des peuples de couleur, constitue un argument aussi stupide que celui qui fut employé en 1914-15 contre le défaitisme révolutionnaire de Lénine et qui prétendait qu'en frappant par exemple l'Etat français, on courait le danger de passer de la domination de la bourgeoisie française sous celle de la bourgeoisie allemande: opportunisme classique! ».

aux côtés de la petite-bourgeoisie armée et révolutionnaire pour détruire les derniers bastions du régime féodal et pour-

ser au-delà de ses limites la « première révolution » pour la transporter (avec la soumission docile ou au contraire l'initié de la petite-bourgeoisie autrefois son alliée) sur le plan du combat mortel entre capital et travail salarié, et sur le plan du choix final — ou dictature ouverte du capital, ou dictature ouverte du prolétariat communiste —, cette perspective qui à cette époque était pour ainsi dire verticale, se reproduit aujourd'hui sur un plan horizontal: la révolution purement prolétarienne, la seule possible, en Occident; une révolution à base populaire radicale dans les anciennes colonies, dont la solution est liée à la première, ou condamnée par son retard à une involution plus ou moins rapide, — avec en outre ceci en plus: un potentiel indigène d'authentiques prolétaires que

(L'éclatant réveil des « peuples de couleur »..., « Deux maillons d'une même chaîne »)

Elans révolutionnaires anti-impérialistes et prostration du prolétariat des pays impérialistes

« Le travail du stalinisme a vraiment consisté à asatiser l'Europe, non au sens stupide où la propagande occidentale a utilisé ce slogan depuis l'époque de Lénine, mais au sens où il s'agissait d'emprisonner la race blanche pour des siècles et des siècles dans la forme sociale bourgeoise, de même que la race jaune

(Les luttes de classe et d'Etats..., « Les leçons suggestives... »)

« Le prolétariat révolutionnaire occidental doit regagner le temps et l'espace tragiquement perdus à poursuivre le mirage des solutions démocratiques d'un problème que seule la révolution communiste peut résoudre à l'échelle du monde. Il ne peut pas demander aux mouvements coloniaux une chose qui dépend de lui seul. Mais, tels qu'ils sont, il les salue avec une passion dévorante: tels qu'ils sont, parce que, seule étincelle de vie dans un présent mortel, ils bouleversent l'équilibre international de l'ordre établi (nous verrons plus loin que l'« exploitation des mouvements coloniaux de la part des impérialistes » doit elle-même être prise avec bien des réserves), parce qu'il

(L'éclatant réveil des peuples de couleur..., « La soudure nécessaire »)

la marche du capitalisme impérialiste, également sous la poussée des résistances révolutionnaires locales, n'a pas pu ne pas produire. La tâche de « prendre temporairement en charge » les colonies à peuplement indigène devient celle de « prendre définitivement la tête » d'insurrections violentes, d'origine petite-bourgeoise nationale et radicale, qui contiennent toutefois sur le plan international et même, en partie, sur le plan national, des possibilités potentielles bien plus vastes et plus fécondes.

La III^e Internationale — nous l'avons rappelé et illustré à plusieurs reprises, et nous ne pouvons faire aujourd'hui que le répéter à ceux qui l'ont oublié — reprit ouvertement cette tâche à son compte. [...]

était emprisonnée dans la forme despotique-féodale, dont l'Europe pouvait se vanter d'être sortie en brandissant les glaives et les torches jacobines, et par de glorieuses dictatures.

Mais l'Asie n'est plus immobile, elle fermente, elle combat. Honneur à l'Asie, honte à l'Europe! ».

catapultent sur l'arène de l'histoire de gigantesques masses populaires — y compris des masses prolétariennes — qui vénétaient jusqu'ici dans un « isolement sans histoire », parce que, même s'ils pouvaient se réduire — mais la dialectique marxiste s'y refuse — à des mouvements purement bourgeois, ils élèveraient dans leur propre sein les fossoyeurs que le putride Occident, plongé dans une prospérité béotienne et meurtrière, berce dans un sommeil plus profond que celui que provoque la « drogue somnifère qu'on appelle l'opium », parce qu'ils sont, en somme, dans la tradition d'une histoire qui a plus d'un siècle, des « révolutionnaires malgré eux » [...]

Bibliographie sommaire

- Pour mettre les points sur les i (Raddrizzare le gambe ai cani - 1952), paru en éditorial de Programme communiste n° 55.
- Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste (Réunion générale de Trieste - 1953), récemment réédité par les Ed. Iskra, Milan.
- Les révolutions multiples (Réunion générale de Gênes - 1953) paru dans Le Prolétaire n° 164.
- Pression raciale sur la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur (1953), publié dans Le Prolétaire n° 165.
- Les luttes de classes et d'Etats chez les peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire (Réunion générale de Florence - 1958), Il programma comunista n° 3 à 6, 1958.
- Rapport de la Réunion générale de Turin (1958), paru dans Le Prolétaire n° 166.
- L'éclatant réveil des « peuples de couleur » dans la vision marxiste (Réunion générale de Bologne - 1960), Il programma comunista n° 1 et 2, 1961.
- La question nationale et coloniale (Réunion générale de Paris - 1972), Le Prolétaire n° 143.

Pour la lutte intransigeante de classe !

Intensification démentielle des cadences pour les uns, développement insensé du chômage pour les autres, et maintenant diminution du salaire réel pour tous, jusque dans les pays les plus riches. Dans ces derniers, même les fameuses « garanties » concédées hier par la bourgeoisie pour prix de la paix sociale partent en fumée, ces « garanties » vantées par les faux partis « ouvriers » comme la preuve de la possibilité d'une amélioration progressive du sort de la classe ouvrière sans révolution !

Selon ces partis soi-disant « socialistes » ou « communistes », les progrès de la démocratie devaient permettre de soumettre graduellement et pacifiquement l'Etat aux besoins de la classe ouvrière. Or, au fur et à mesure que grandissent la misère et la peur du lendemain, voici que s'établit précipitamment dans les pays les plus démocratiques à l'extension de son réseau inter-formes les plus variés, un véritable **état d'exception**, voici que **la démocratie se blinde** et se révèle pour ce qu'elle a toujours été, la **dictature du capital**.

Selon ces partis, la planification devait maîtriser la marche chaotique de l'économie, et la révolution devenait donc inutile. Eh bien, après avoir produit à train d'enfer des montagnes de richesses pendant trente ans, voici que la machine capitaliste menace de couler une nouvelle fois sous le poids des produits du travail massivement extorqué à la classe ouvrière, et ce au moment même où la moitié de l'humanité s'enfonce dans la pauvreté absolue. Il ne reste dès lors à chaque capital, à chaque entreprise, à chaque pays, qu'à tenter de s'emparer de la part du concurrent, en exigeant de nouveaux sacrifices de « ses » ouvriers.

C'est ainsi que dans les pays les plus riches comme dans les pays les plus pauvres et les plus soumis au pillage impérialiste, à l'Est comme à l'Ouest, la classe ouvrière est appelée à se serrer la ceinture et à courber l'échine pour gagner une « bataille de la production » qui est toujours à recommencer. Par cette propagande constante et éternelle, la bourgeoisie prépare aussi le terrain pour appeler une nouvelle fois la classe ouvrière à verser son sang « pour

la patrie », dans une éventuelle boucherie impérialiste, vers laquelle poussent des crises internationales, diplomatiques et militaires, de plus en plus aiguës.

Par deux fois déjà, les chefs réformistes se sont chargés de faire croire à la classe ouvrière qu'en acceptant de marcher dans cette voie, elle trouverait, en contrepartie des sacrifices consentis, une amélioration durable de son sort. Par deux fois déjà, la guerre n'a signifié que le repartage entre les brigands impérialistes des richesses faites de la sueur et de la chair des ouvriers, ainsi qu'un nouvel essor du terrorisme anti-prolétarien des Etats en place : bref, **le résultat, nous l'avons déjà sous nos yeux !**

PROLETAIRES, CAMARADES !

Il n'existe pas sur le terrain du capitalisme d'autre perspective que celle-ci, et il est impossible de sortir de cet engrenage infernal sans la **révolution prolétarienne** qui entreprendra la transformation communiste de la société.

Certes, nous savons qu'un assaut révolutionnaire contre le capitalisme n'est pas proche. La classe ouvrière a une longue pente à remonter, après les défaites répétées et l'impuissance où l'a précipitée le jeu criminel des faux partis « socialistes » ou « communistes », partisans de Washington, de Moscou, de Pékin ou d'ailleurs. Ces derniers l'ont soumise, dans les vieux pays capitalistes, à l'ordre impérialiste au nom de la « défense de la démocratie » ; dans les pays de jeune capitalisme, ils l'ont mise à la remorque de la bourgeoisie nationale au nom de la « lutte commune » contre l'impérialisme. Ce double sabotage a eu pour effet de maintenir la formidable révolte anti-impérialiste dans les limites bourgeoises et d'affaiblir ses répercussions sur les forces de l'ordre capitaliste.

Nous savons que la voie de la reprise sera âpre et difficile, mais nous savons aussi que l'histoire nous **pousse à nouveau vers une issue révolutionnaire**, dont il s'agit à présent de **préparer les conditions** élémentaires.

C'est dans ce but que nous appelons tous les prolétaires qui désirent **combattre pour leur classe** à œuvrer pour introduire dans les explosions de colère prolétarienne qui devront se multiplier **les armes d'une défense efficace** face à l'attaque du capital.

Ces armes résident dans la défense des revendications centrales et unifiantes (**réduction draconienne du temps de travail, défense du salaire, lutte contre les licenciements et défense des chômeurs**). Elles résident dans le refus de toute division des rangs ouvriers et notamment **le refus du contrôle de l'immigration, de toute entrave au travail des femmes ou des jeunes**, des différences de statuts, etc. Elles résident dans l'utilisation des **méthodes de la lutte directe** jamais subordonnée à « l'intérêt supérieur » du pays (grève sans préavis ni limitation préalable de durée, autodéfense ouvrière contre la violence bourgeoise).

Le véritable résultat de cette lutte est que la classe ouvrière réapprenne le sens de la **solidarité de classe**, parvienne à reconstruire, par-dessus les barrières de catégorie, d'entreprise, de nationalité, et de boutique syndicale, un réseau vivant de liens de classe, un véritable **front de lutte prolétarien**.

Mais si la constitution d'un tel front est nécessaire, elle n'est nullement une condition suffisante pour l'émancipation prolétarienne. C'est pourquoi nous appelons à se **regrouper dans le parti prolétarien** et à contester eux-mêmes, sous les prétextes et les national et à son renforcement dans tous les domaines, tous ceux qui sont prêts à se battre résolument dans la perspective de la **révolution communiste mondiale**, de l'insurrection et de la dictature de classe, en particulier en faisant de la lutte quotidienne un **terrain de préparation à l'attaque** contre la société capitaliste.

Cela exige de s'appuyer sur les besoins matériels et politiques de la classe, et sur l'impossibilité pour le capitalisme de les satisfaire, pour mettre en avant le besoin de la **dictature du prolétariat** et du communisme. Cela exige d'introduire dans ces luttes l'idée qu'**aucune conciliation n'est possible entre le capital et le travail**, et que la recherche de l'unité avec le réformisme ouvrier

ou la démocratie, ou l'espoir du moindre appui de leur part, même sur le terrain de la lutte immédiate, cachent le piège de la soumission aux intérêts de l'adversaire. **La classe ouvrière n'est forte que lorsqu'elle lutte pour elle-même**, avec pour seuls principes l'union de ses rangs et la lutte sans pitié contre l'ordre établi !

PROLETAIRES, CAMARADES !

Cela, la bourgeoisie le sait aussi. C'est pourquoi, avec les journalistes, les députés, les Eglises, les démocrates, les « communistes » nationaux et les bureaucrates syndicaux à son service, elle s'acharne à démontrer que la classe ouvrière n'est rien, qu'elle ne peut rien seule, qu'elle ne peut sortir de l'ornière de la solidarité nationale où on veut la maintenir **de gré ou de force** qu'au prix des pires catastrophes. Rien n'est plus faux, ou plutôt, si catastrophes il y a, elles sont pour la bourgeoisie.

Le risque pour la bourgeoisie, c'est que les étincelles de la révolte des ouvriers du pétrole en Iran ou des mineurs américains, des prolétaires des chantiers navals polonais ou des usines métallurgiques brésiliennes, des ouvriers agricoles espagnols ou indiens ou des chômeurs chinois, des prolétaires immigrés au Moyen-Orient ou en France, et d'autres encore finissent par rallumer le feu vivifiant de la lutte prolétarienne de classe attisé par la crise. Sinon pourquoi tous ces discours, et surtout, pourquoi tous ces flics, publics et privés ?

Le seul risque pour le prolétariat, c'est qu'il retrouve la confiance en lui-même, qu'il redécouvre les forces immenses qui sommeillent en lui. C'est qu'en se remettant en mouvement, il sache puiser dans la haine de l'ordre existant la force de retrouver dans son passé glorieux la voie lumineuse de son avenir, celui du communisme. **Les prolétaires n'ont à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.**

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
sept. 1979

Négociations-bidon sur toute la ligne

(Suite de la page 1)

décembre, qui doivent donner la mesure de leur influence respective. Mais enfin, Ceyrac a beau s'évertuer à redonner au PC et à la CGT une réputation guerrière, tandis que Séguéy lui donne la réplique dans *Les Echos* du 14-9-79 (« Oui, nous nous opposons à tout consensus social ! »), à qui fera-t-on croire très longtemps qu'un fossé infranchissable sépare des organisations qui toutes s'écrient de leur côté : « Négociations, négociations ! » ? D'ailleurs, la farouche réponse anticonsensus de Séguéy à Ceyrac ne se termine-t-elle pas sur cette note rassurante : « Si MM. Ceyrac et Barre étaient réellement animés du souci de sauvegarder l'intérêt national et de promouvoir de nouvelles relations sociales, ils saisiraient l'occasion que nous leur offrons d'engager sans tarder de vraies négociations auxquelles chaque partie participerait à part entière » ?... Si bien qu'après mille coquetteries, Maire et Séguéy se sont retrouvés le 14 juste à temps pour ne pas faire apparaître Barre comme leur plus grand commun dénominateur.

Mais après les beaux jours relatifs de la politique contractuelle, dès les premiers signes de la crise, les organisations patronales ont posé le problème : comment garder à la politique contractuelle sa crédibilité et donc ses vertus dormitives quand les miettes à distribuer se font de plus en plus maigres, voire quand il s'agit de négocier en réalité des *attaques* contre les conditions de vie et de travail ? C'est précisément là que les directions syndicales sont venues opportunément à leur secours. Si l'on regarde les derniers accords patronat-gouvernement-syndicats, ils ont entériné de fait le triomphe des thèses patronales : suppression des 90 % pour licenciement économique juste au moment où l'addition allait s'alourdir pour la bourgeoisie, et accords-éteignoirs dans la sidérurgie. Mais la CFDT, en particulier, a trouvé moyen

de recouvrir le rude langage des faits de toute une phraséologie triomphaliste, et de présenter ces constats de défaite comme de précieux acquis, et comme des gages de l'intérêt de la négociation et du « réalisme » syndical. Dans ces conditions, il est aisé de comprendre la faveur relativement nouvelle dont jouit la politique contractuelle auprès d'un patronat français longtemps réticent dans son ensemble : par la magie de la table ronde et de la phrase réformiste, les coups se changent en « acquis » ! Cela vaut bien une messe autour du tapis vert !

Que promettent les prochaines palabres ? Outre les « modalités de l'expression du personnel dans l'entreprise » — sans doute le gadget des comités d'atelier, tenu en réserve depuis des mois en cas de besoin —, elles aborderont les questions des bas salaires, et de la réduction du temps de travail. Mais le patronat ne fait pas mystère de ses buts : obtenir une définition *annuelle* du temps de travail — se débarrasser donc, de la loi des 40 heures déjà bien écornée — et une « meilleure utilisation des machines », comme dit Ceyrac (développement du travail posté déjà en considérable augmentation depuis 73, malgré toutes les protestations humanitaires ; horaires variables selon les besoins du capital, etc.), en échange de quelque menue monnaie du type jours de congé accordés sélectivement aux bons éléments, ceux dont le temps annuel de travail n'aura pas été entamé par des grèves intempestives...

Pour les bas salaires, Barre a bien indiqué qu'il s'agissait de pallier certaines injustices « par un effort spécifique et sélectif » — c'est-à-dire en procédant à quelques ajustements, propres à liquider éventuellement quelques-uns de ces « canard boiteux » de la petite industrie qui ne survivent que grâce à une surexploitation forcée des travailleurs, en particulier des immigrés et des femmes — pourvu que ces ajustements ne remet-

tent pas en cause l'ensemble de l'échelle des salaires. Et en l'absence de toute mobilisation de classe, de la constitution d'une *force* réelle, qui implique le recours à l'arme de la grève, et non la seule « mobilisation des consciences » souhaitée par la FEN, comment sortirait-il de ces négociations autre chose que la réalisation des vœux patronaux plus ou moins maquillée de démagogie ?

De plus, tous ces accords, ainsi que les conventions du secteur public et semi-public où, selon les chiffres officiels, le pouvoir d'achat serait à peu près maintenu, ont pour trait commun de laisser en général hors-jeu, outre une grande partie des immigrés soumis au chantage à l'expulsion, tous les intérimaires, auxiliaires, contractuels et hors-statut qui se sont multipliés dans tous les secteurs, avec des conditions de travail aggravées, tous ces travailleurs dits temporaires, qui occupent en permanence, par exemple, dans l'enseignement, de 20 à 60 % des postes selon les catégories. C'est justement dans ce secteur que le ministre a eu le cynisme de déclarer, après avoir augmenté le temps de travail des auxiliaires de un sixième sans un sou de plus, que leur activité ne devait constituer qu'un « travail d'appoint » !

Ce sont précisément tous ces travailleurs, souvent parmi les plus combattifs, dont la force ne doit pas être perdue pour l'ensemble de la classe, de même que celle des chômeurs, maintenus par la politique des syndicats non seulement hors de la production, mais *hors de la lutte*, qu'il s'agit de rapprocher de leurs frères de classe. Cela ne peut se faire sans la lutte de ces derniers contre les inégalités de salaire et de statut, contre le contrôle de l'immigration et la répression des travailleurs immigrés en lutte, contre toute discrimination, contre le licenciement des uns et l'accroissement simultané de la charge de travail de ceux qui restent, en attendant la prochaine fournée.

Ce sont là les tâches urgentes et quotidiennes que les travailleurs désireux de se défendre doivent entreprendre, ou continuer là où des embryons de lutte et de liaison ont survécu à la double police étatique et opportuniste, tandis que MM. les négociateurs célébreront autour des tapis verts l'opportunité de leurs vues réalistes, responsables et anti-prolétariennes.

Les « divergences » entre Séguéy et Maire

En se rencontrant les 14 et 17 septembre, la CGT et la CFDT ont fait le point sur leurs divergences en matière de revendications. Pensez donc ! La CGT demande 200 F tout de suite, mais attention, à valoir sur les négociations futures ! Il faut être réaliste ! La CFDT parle de 2.700 F, soit plus de 25 % d'augmentation pour le SMIC, augmentation qu'il est impensable d'arracher sans une lutte réelle, c'est-à-dire tout autre chose que les simulacres actuels. Quant à la durée du travail, la CFDT tient beaucoup à sa réduction VERS les 35 heures, tandis que la CGT n'y verrait (selon la CFDT) qu'« un objectif parmi d'autres »... Bref, l'une avance des revendications misérables, l'autre met la barre plus haut en paroles sans préparer le moins du monde une lutte à la mesure de ces objectifs... N'y a-t-il pas entre elles un solide terrain d'entente, celui de la collaboration de classe ? D'ailleurs, comme les journaux bourgeois ont eu plaisir à le souligner, la CGT a beau se proclamer « hostile au consensus social », elle se garde de faire de ce refus du consensus une condition à ses échanges avec les compères cédétistes...

Interventions du Parti, correspondance

Rassemblement français-immigrés du 29 septembre à Garges

Communiqué de soutien du Parti

Comme dans tous les pays, la bourgeoisie se livre aujourd'hui à une attaque en règle contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Dans ce cadre, elle renforce ses moyens d'intimidation et de répression tout en multipliant les négociations-bidon. Comme ses sœurs des autres pays capitalistes, la bourgeoisie française combine cette offensive avec une campagne systématique de division entre les ouvriers « nationaux » et immigrés en s'appuyant sur ses longues traditions de domination coloniale et dans l'espoir de retarder et d'affaiblir l'indispensable riposte de classe à son offensive anti-ouvrière.

C'est la raison pour laquelle la lutte pour la défense du salaire, pour la diminution du temps et de l'intensité du travail, contre les licenciements et pour la défense des chômeurs, est liée de façon indissoluble à la lutte contre les discriminations frappant certaines catégories ouvrières. Elle est tout particulièrement liée à la lutte contre l'état d'exception légal, encore renforcé par les mesures Barre-Stoléru-Bonnet, auquel la bourgeoisie soumet la fraction immigrée de la classe ouvrière, mais qu'elle étend progressivement à l'ensemble du prolétariat.

Notre parti considère comme une de ses tâches d'encourager et de soutenir tous les efforts faits par la classe ouvrière pour résister aux attaques de la bourgeoisie et pour s'unir malgré toutes les difficultés sur ses intérêts communs. Il salue le rassemblement organisé le 29 septembre 1979 par le Comité de

Coordination des Foyers en Lutte et diverses associations de travailleurs immigrés ainsi que des sections syndicales et autres organisations syndicales locales adhérant à la CFDT et à la CGT, dans le but affirmé d'œuvrer pour unir les travailleurs français et immigrés et s'opposer aux mesures en préparation.

Notre parti tient à cette occasion à souligner que les pas faits dans le sens de l'union des ouvriers par-dessus les barrières de catégorie, d'entreprise et de nationalité ne peuvent être consolidés que par une lutte sans merci contre le sabotage direct et indirect opéré par les bureaucraties syndicales réformistes et les partis qui les inspirent. Ces forces prétendent en effet concilier les intérêts de la classe ouvrière avec ceux de l'économie nationale et de l'entreprise et sont contraintes, pour cela, de condamner toutes les tentatives faites par des groupes de prolétaires pour briser l'isolement dans lequel elles contribuent à les maintenir, et de torpiller toute riposte réelle de classe.

Il dénonce l'action antiprolétarienne des partis politiques réformistes et des appareils syndicaux qui ont été et restent des partisans actifs du contrôle de l'immigration et des ennemis acharnés de la lutte des foyers : ils prétendent maintenant se refaire une virginité politique avec un semblant de solidarité et agitent démagogiquement la possibilité de contrer les attaques de la bourgeoisie sur le terrain de la discussion parlementaire et sans le recours aux armes élémentaires de classe, en premier lieu celle de la

grève. Il dénonce également la responsabilité des partis politiques qui, tout en critiquant l'attitude des grands partis et des centrales réformistes, propagent l'idée que le terrible isolement actuel pourrait être surmonté par une action visant à pousser ces forces ennemies à agir dans l'intérêt de notre classe, préparant ainsi le prolétariat aux pires déconvenues.

Notre parti, qui a engagé et continuera d'engager ses forces aux côtés des prolétaires en lutte, appelle tous ceux qui veulent combattre pour leur classe à agiter le besoin d'une riposte de classe aux attaques contre leurs frères immigrés. Il les appelle à œuvrer, par-dessus les limites syndicales, quelle que soit leur appartenance politique, dans tous les organismes où se manifeste une vie de classe, dans toutes les manifestations ouvrières comme celle du 29 septembre et à partir de tous les épisodes de la vie prolétarienne, pour renouer patiemment les liens, qui ont été brisés ou dénaturés, entre les différents groupes d'ouvriers poussés à résister à l'exploitation et à l'oppression capitalistes.

C'est seulement en opposant au front uni de la bourgeoisie et des réformistes un véritable front de lutte prolétarien que la classe ouvrière pourra se défendre efficacement contre l'offensive capitaliste et se préparer aux grandes batailles à venir.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Paris, le 19 septembre 1979.

La classe ouvrière « oisive »...

Au moment où le gouvernement algérien lance sa police contre les « vagabonds, délinquants et autres parasites » et annonce la création de camps de travail et de rééducation (Libération du 6-09) à l'image de son confrère tunisien, mais de manière préventive, la Préfecture de police du Rhône poursuit à la suite d'incidents survenus au quartier Duchère de Lyon la chasse aux oisifs « de jour comme de nuit » et, comme le signale l'UD-CFDT, « particulièrement contre les immigrés ».

Alors, chômeurs, ne restez pas oisifs ! Organisez des comités pour défendre vos intérêts. Pour mettre un terme à la « récupération » des denrées de première nécessité, organisez la lutte pour le SALAIRE INTEGRAL et le SMIC pour ceux à la recherche d'un premier emploi.

Toutes choses dont l'UD-CFDT oublie de faire mention...

...et « délinquante »

Après la bonne rossée qu'ont pris les flics dans un quartier ouvrier de Vaux-en-Velin, la fédération locale du PCF cherche et trouve l'explication : « le chômage, la misère, le déracinement culturel ajoutent leurs effets à ceux d'un environnement peu engageant faisant de ces concentrations de populations des foyers favorables au développement de la délinquance » (L'Humanité du 18-9-79).

Bref, la révolte due à la condition normale de la classe ouvrière n'est que délinquance pour ces larbins. Pour nous, communistes, elle est le résultat logique de cette condition et la prémisse de sa destruction révolutionnaire.

Le bluff de l'accord CGT-CFDT

Barre avait lancé les trois axes d'une négociation avec les syndicats : 1) les bas salaires ; 2) le temps de travail ; 3) les droits syndicaux dans l'entreprise. Sur quoi croyez-vous que se soient mis d'accord nos redoutables pourfendeurs d'« hommes des trusts », sinon sur les points précisément définis par le « meilleur économiste de France » ?

En effet, point 1 : « augmentation des bas salaires et du SMIC, lequel devrait être porté à 2.700 F dans les meilleurs délais ». Meilleurs pour qui ? Et les autres salaires ? Point 2 : « réduction du temps de travail vers les 35 heures ». Vers ? Tout le monde est d'accord. Mais rien sur le refus d'entrer dans le jeu de la durée annuelle. Point 3 : « droit d'expression des travailleurs et d'in-

formation syndicale ». En route donc pour les délégués d'atelier ! Et les chômeurs ? Il est vrai que leur sort est déjà réglé...

Les deux confédérations « déclarent que si les conditions de la mobilisation du plus grand nombre de travailleurs sont réunies, elles envisagent une action [?] nationale interprofessionnelle d'ampleur pour faire déboucher les trois objectifs retenus ». Si ça bouge, on collera donc une journée-éteignoir.

Quand le préambule déclare qu'« il n'est rien de plus urgent et important aujourd'hui que l'action », Barre est bien d'accord : il s'agit de l'action autour du tapis vert, loin de la pression de la lutte de classe et pour tenter de l'éviter et de la stériliser.

La bourgeoisie et ses valets réformistes contre la lutte des foyers

La bourgeoisie étale son soulagement. Les Echos du 5-9-79 donnent le ton en titrant : « les conflits dans les foyers sont de plus en plus limités malgré les expulsions ». La direction de la Sonacotra vient en effet de tirer un premier bilan satisfaisant de la violente offensive bourgeoise engagée depuis un an contre la lutte.

Comme elle le dit cyniquement (déclaration de P. Bon, directeur de la Sonacotra, le 4 septembre, cf. Les Echos du 5), « la direction a mené contre le mouvement une double politique de négociation et de recours juridique ». Deux armes que la bourgeoisie manie toujours en même temps contre les ouvriers : d'un côté la trique et la violence de son Etat pour réprimer les plus combatifs et intimider les moins résolus ; de l'autre, promesses mensongères et réformes illusives pour diviser les ouvriers et les amener sur le terrain stérile de la collaboration avec elle, méthode qu'elle ne pourrait utiliser sans l'aide puissante des dirigeants ouvriers traités qui présentent aux ouvriers les intérêts bourgeois comme leurs propres intérêts.

Stoléru et les sociétés gestionnaires de foyers avaient concerté début 78 un plan où différents secteurs de la bourgeoisie devaient manœuvrer ensemble dans un exercice quasi militaire contre la lutte. Chiffres en mains, P. Bon a fait la preuve du bon fonctionnement des organes de l'Etat dans leur rôle antiprolétarien et de l'unité de la bourgeoisie sur le terrain de sa violence de classe quand il s'agit de briser les luttes ouvrières. « A l'heure actuelle, 5.000 décisions individuelles d'expulsion ont été rendues par la Justice, 1.200 exécutées dont la moitié dans la région parisienne ».

Ce que les grévistes ont dû affronter, c'est la justice aux ordres condamnant dans des procès sans fin des milliers de résidents aux expulsions et aux saisies-arrêts sur salaire, la police et les CRS intervenant dans les foyers, brutalisant, intimidant, collaborant avec les polices des pays d'origine, le patronat opérant sur les salaires des grévistes des foyers les terribles amputations décidées par les juges. En un an, s'enorgueillit Bon, on aurait vu passer de 17.000 à 10.000 le nombre des grévistes, de 82 à 71 le nombre de foyers en grève, de 35 à 26 le nombre de foyers en blocage des paiements inférieurs à 80 % des recettes normales (Le Monde du 6-9-79).

Mais la violence de la bourgeoisie n'aurait pas suffi à produire ce résultat. Sur les talons des CRS sont entrés dans les foyers tous les valets de « gauche » de la bourgeoisie — PC, PS, appareil de la CGT et de la CFDT (voir encadré ci-dessous), — essayant de pousser les comités de résidents à signer séparément avec la Sonacotra des protocoles d'accord comportant un engagement individuel à reprendre le paiement du loyer dès septembre et à payer 4.000 F d'arriérés selon un calendrier préétabli. Sur 13 protocoles d'accord ainsi signés depuis mars 79, 4 l'ont été avec la CGT, 1 avec la CFDT, 3 ont été contresignés par les municipalités de gauche (Le Monde du 6-09). Cependant, sur les foyers liés au Comité de Coordination, seul celui de Romainville a signé, après intervention de la police.

C'est clair : il est impossible de combattre efficacement la bourgeoisie sans lutter aussi contre l'opportunisme.

Sidérurgie : l'accord que la CFDT présente comme une victoire...

Voici quelques extraits du tract que nos camarades ont diffusé dans le Nord, et qui analyse les termes de l'accord signé par la plupart des syndicats (sauf la CGT, pour des raisons de maintien du patrimoine national), sur les licenciements dans la sidérurgie :

- « • Toujours 21.000 emplois de supprimés sur 2 ans.
- Maintenant que l'accord est signé, tout se réglera cas par cas, localement, ce qui est pour les organisations syndicales [...] une renonciation à toute action collective au niveau national.
- Qui paiera ? Les travailleurs, par l'intermédiaire de l'Etat, le patronat bénéficiant même de nouvelles subventions pour restructurations !!!
- Pour les travailleurs restant dans ce secteur, les conditions de travail seront toujours aussi déplorables : Une heure de réduction de travail est prévue, mais pour mars 80 et seulement pour les postes en discontinu, sans garantie de salaire maintenu. On annonce des restructurations dans les aciers spéciaux. [...]
- « — Les termes de l'accord :
 - 12.500 travailleurs seront mis au rebut, soit en préretraite, avec 90 à 70 % du salaire brut. Mais à 60 ans que percevront-ils ? Ceci signifie un mépris total pour les travailleurs âgés, usés par le travail.
 - Mutations, pour 4.000 travailleurs. Deux offres d'emploi seront faites simultanément et ensuite une autre. Si toutes sont refusées, c'est le licenciement. Ces mutations peuvent se faire dans n'importe quel secteur, avec ce que cela signifie comme exode pour la famille, réinsertion pour le travailleur et, naturellement, perte de salaire. Pour « calmer » la colère une compensation d'Etat sera donnée pendant un an (60 à 80 % de la perte de salaire). Naturellement tout ceci se fera sous le contrôle de commissions paritaires (dont par expérience les travailleurs connaissent l'équité...).
- « — Les travailleurs de Longwy ont refusé l'accord dès son annonce et décidé l'occupation de l'entreprise. A noter que la section locale de la CGT a déjà fait savoir qu'elle se retirait de l'occupation si des personnes étrangères à l'usine y participaient. Drôle de conception de la solidarité ! »

Le tract montre ensuite, contre les orientations chauvines et de division données par les directions syndicales, le besoin de poursuivre la lutte à la fois pour la réduction du temps de travail et pour le salaire intégral aux chômeurs et aux retraités.

Le vendredi 31 août à 6 heures, la police envahissait le foyer d'Aulnay pour en expulser 36 résidents sur décision du tribunal ; dans l'après-midi le barrage de police qui interdisait l'entrée du foyer aux membres du Comité de Coordination et aux membres du soutien qui s'étaient mobilisés, a laissé passer les représentants de la municipalité (PC-PS-PSU) et des membres de la CGT qui étaient venus pour négocier, et qui ont tout fait pour pousser les résidents à signer un protocole séparé, alors qu'à l'extérieur les représentants du Comité de Coordination et tous ceux qui étaient venus apporter leur soutien se faisaient matraquer en essayant de forcer le barrage. Les résidents, bien que démobilisés et isolés du Comité de Coordination par les flics, ont néanmoins refusé le paiement des arriérés, et il a fallu plusieurs jours de manœuvres à l'opportunisme, sous la protection constante de la police, pour amener quelques dizaines de résidents à signer. Voilà ce que sont les négociations foyer par foyer.

La crise capitaliste frappe aussi à l'Est

(Suite de la page 3)

faveur d'une plus grande discipline des travailleurs, invités à accroître leur productivité et à améliorer leur production afin de mieux pénétrer les marchés étrangers et augmenter ainsi les rentrées de devises.

Tchécoslovaquie

Dans un discours prononcé au début du mois de septembre, le premier ministre, Strougal, a affirmé que l'économie tchécoslovaque traverse une période de grandes difficultés. Les objectifs fixés pour les trois premières années du plan quinquennal en cours n'ont pas été atteints et les objectifs fixés pour le revenu national en 1980 ne pourront pas l'être non plus (*L'Unità* du 3 septembre).

Au cours des trois premières années du plan, la croissance moyenne a été inférieure de 1% au rythme prévu et pendant le premier semestre de cette année la croissance industrielle est tombée à 2,6% contre les 4,5% prévus.

Pour réduire son déficit extérieur, la Tchécoslovaquie a diminué ses importations. Fin juillet, le gouvernement a augmenté le prix de l'essence, du charbon, du gaz, de l'électricité, des tarifs postaux, etc. Le premier ministre a justifié ces mesures en disant que même dans une économie socialiste les prix « doivent avoir une fonction de stimulation tant sur la production que sur la consommation ». Il a naturellement, lui aussi, appelé la population à mettre fin aux « gaspillages ». L'an prochain la Tchécoslovaquie devra importer des pays n'appartenant pas au camp « socialiste » le supplément de pétrole destiné à couvrir les besoins qui ne sont pas couverts par les fournitures en provenance d'URSS (18 millions de tonnes). De plus, le pays ne pourra plus compter comme les années précédentes sur les fournitures de gaz iranien : les contrats signés avec le régime du chah n'ont pas été renouvelés par Téhéran.

Le journaliste de *L'Unità* déplore que pour sortir de la crise le gouvernement se contente d'inciter la population à faire des économies et à faire preuve d'« émulation socialiste ». Il aurait fallu aussi accorder plus d'autonomie aux entreprises. Du type de celle que vont avoir les entreprises soviétiques, sans doute.

Pologne

La Pologne absorbe à elle seule quelque 25% de la dette globale des pays du Comecon (*). Vis-à-vis du monde occidental elle est débitrice d'environ 12,5 à 18 milliards de dollars selon les estimations et ce chiffre pourrait, d'ici à 1981, atteindre les 20 milliards. Pour les seules années 1980 et 1981, la Pologne devra rembourser 3 milliards de dollars au titre des frais financiers (*Les Echos* du 17 août).

Pour faire face, continue l'article de ce journal, le gouvernement polonais a mis en œuvre une politique destinée également à lutter contre l'inflation, que la presse locale évaluait, pour 1978, à 8,5%, chiffre que les experts occidentaux contestent pour parler plutôt de 14%.

Au cours du premier semestre de cette année la production industrielle a frôlé la croissance zéro (+0,6% par rapport à la période correspondante de 1978) et l'agriculture n'a pas été épargnée. Le cheptel bovin a diminué de 0,6%, celui des porcs de 2,8%, et celui des moutons de 0,7%. Alors que la Pologne souffre d'une pénurie chronique de viande, ces chiffres sont préoccupants, écrit *Le Monde* du 31 juillet. Par ailleurs, la récolte de céréales a été moins élevée que prévu et la Pologne devra accroître ses importations de céréales occidentales. En attendant une hausse des prix généralisée que certains jugent inévitable (*Le Matin* du 7 sept.) — l'essence a déjà augmenté de 15%, le gasoil de 20%, le gaz de 15% — le gouvernement s'efforce d'atténuer la tension en cherchant un soutien accru à l'Ouest, comme en témoignent les rencontres récentes Gierek-Schmidt et Gierek-Giscard. Mais là encore, ce sont les travailleurs qui font les frais de la crise. La politique d'austérité s'est déjà traduite par une diminution des importations et un accroissement des exportations. Dans leurs appels aux sacrifices et à la patience, les dirigeants polonais ont un allié de choix : l'Eglise catholique qui, de concert avec les dirigeants « communistes » polonais, fait tout ce qu'elle peut pour éviter que le couvercle de la marmite ne saute.

Hongrie

Au mois de juillet de cette année, la Hongrie a connu les hausses de prix les

plus importantes depuis trente ans (*Le Monde* du 24/7). Les tarifs de l'électricité ont augmenté de 51%, ceux du mazout de 30% et ceux du charbon de 25%. Le prix des produits alimentaires a été relevé de 50% pour le pain, 30% pour la viande.

Les automobiles ont augmenté de 20% et le matériel de construction de 12%.

Pour essayer de faire passer la pilule le gouvernement a augmenté de 180 florints les salaires des ouvriers et des employés.

Le florint valant 0,20 centimes, l'augmentation est de 36 F par mois... Les travailleurs agricoles ont eu droit eux à une augmentation de 140 florints (28 F) et les allocations familiales ont été augmentées de 130 florints par enfant (26 F).

Ces mesures ont sans doute été jugées insuffisantes par le gouvernement lui-même puisque, à en croire *Le Monde* du 24 juillet, l'annonce des hausses a été précédée d'une intense campagne de préparation psychologique, destinée à éviter des événements « à la polonaise ». Il faut dire que le gouvernement a de solides alliés : les syndicats hongrois ont en effet déclaré que les hausses étaient nécessaires du point de vue des « intérêts sociaux » (en clair, de l'intérêt national). En échange de cette collaboration des syndicats, le gouvernement a promis un plus grand éventail des salaires « pour permettre à ceux qui travaillent le mieux d'avoir une rétribution et donc un niveau de vie sensiblement plus élevé que celui des travailleurs moins productifs » (*L'Unità* du 11 juillet.) C'est beau, le socialisme à la hongroise !

Le fameux « rideau de fer » est bien devenu la toile d'araignée que nous prévoyions il y a maintenant vingt ans pour les marchandises et les capitaux. Il en sera de même pour la lutte de classe prolétarienne.

(*) « Inexistant dans les années 60, l'endettement des pays de l'Est auprès des banques occidentales est passé de 13 milliards de dollars en 1974 à environ 50 milliards l'an dernier. (Ce chiffre grimpe à 58 milliards si l'on compte les crédits fournisseurs). Il devrait, selon l'OCDE, atteindre 66 milliards en 1980. Ces créances sont détenues par des banques anglaises (30%), allemandes (20%), françaises (20%) et américaines » (*Le Monde* du 14 juillet 1979).

Marchandages sahariens

(Suite de la page 3)

et le lieu », surtout depuis qu'il est si bien équipé et que ses tirs de mortiers peuvent atteindre 2 km. Ajoutons à cela que les Sahraouis ont profité du retrait de l'armée mauritanienne pour se déployer contre les forces royales en parcourant seulement 300 km au lieu de 1.000.

Il ne faut pas oublier que même si Rabat a une fois de plus pratiqué la « politique du fait accompli » en élargissant sa souveraineté jusqu'à la frontière mauritanienne, les impérialistes américains et français ne sont nullement intéressés à une escalade telle qu'elle mettrait le feu aux poudres, détruisant ainsi l'équilibre de toute la région.

Tout cela doit expliquer le fait que dans sa conférence de presse du 19 août à Fès, Hassan II ait pu aller jusqu'à tendre un rameau d'olivier à ses partenaires algériens. Il a présenté une véritable « plate-forme » autour de laquelle le Maroc voudrait amorcer la discussion avec l'Algérie.

Rabat affirme que son unité territoriale est parachevée, ce qui constitue une « assurance » pour son voisin mauritanien soucieux surtout de ne pas se faire avaler comme le Rio de Oro. Fait nouveau jusque-là, Hassan II a parlé du Front Polisario... comme étant une formation d'opposants mauritaniens auxquels il conseille tout simplement d'aller prendre le pouvoir à Nouakchott. Voilà pour Alger au cas où elle ne saurait pas quoi faire du Front Polisario !

Toujours dans la même conférence de

presse, Hassan II a reconnu la souveraineté de l'Algérie sur Tindouf et s'est déclaré prêt à ratifier l'accord frontalier de 1972 dès que l'Algérie retrouverait la raison. Et comme dans toute grande affaire, les choses se termineront par un grand arrangement : Rabat reconnaît à l'Algérie le droit d'accès à l'Atlantique par... la Mauritanie (puisque c'est le Front Polisario qui y règne ! (N'est-ce pas simple ?) Pour montrer toute sa bonne volonté, Hassan II a même envisagé de louer à l'Algérie deux ou trois ports sur l'Atlantique pendant une durée de... 99 ans !

Il est évident que les propositions de Hassan II ne peuvent être acceptées que par une Algérie affaiblie. Or, sur le plan diplomatique la cause de la République Sahraouie connaît des succès jusque-là jamais vus. Reste le test d'une guerre, ouverte cette fois-ci. Les USA ont déjà exprimé leurs inquiétudes quant aux conséquences d'un affrontement militaire direct tout en continuant à aider Rabat sur le plan de l'armement. Il semble que les Soviétiques de leur côté ont déconseillé au régime algérien d'aller jusqu'à la guerre. La raison en est simple : la Russie, qui soutient politiquement et militairement l'Algérie, entretient aussi des projets économiques importants avec le Maroc.

Mais la puissance impérialiste la plus intéressée au statu quo dans la région et donc à un compromis dans le conflit du Sahara demeure la France pour la bonne raison qu'elle est partout au Maghreb et que des déterminations liées à son histoire coloniale l'incitent et l'encouragent à avoir dans cette région un rôle de premier plan.

Il est par exemple très probable que derrière l'initiative de Bourguiba qui a invité à Tunis conjointement Hassan II et Chadli, se profile l'impérialisme français qui a déjà joué le même jeu il y a un an par Houphouët interposé.

Il est encore trop tôt pour deviner le contenu d'un accord algéro-marocain. Mais il est clair qu'il sera avant tout conclu aux dépens des masses de toute la région, à commencer par les Sahraouis, et que le résultat le plus probable en sera le renforcement des positions de l'impérialisme français dans la région. D'abord à travers la Mauritanie qui ne pourra que s'enfoncer encore plus dans la domination française pour se protéger aussi bien contre le Maroc que contre le Sénégal qui menace de faire bouger les populations noires du sud mauritanien. Ensuite parce que la France est l'impérialisme le mieux placé pour imposer un équilibre au Maghreb dans la mesure où elle dispose de moyens de pression évidents aussi bien sur le Maroc que sur l'Algérie. C'est pourquoi **El-Moudjahid** du 13-9-79 se permet de rappeler : « La France doit faire un choix décisif ».

Mais la « paix » que recherchent les impérialistes et les bourgeoisies du Maghreb sera à l'image de la guerre contre-révolutionnaire que mène actuellement le Maroc contre les masses sahraouies à l'aide des armes américaines et grâce à l'intégration dans l'état-major marocain au Sahara d'officiers français. Raison de plus pour combattre toute intervention de l'impérialisme français même quand il prétend le faire pour assurer la « paix » dans la région.

PRESSE DU PARTI

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 26
(SEPTEMBRE 1979) DE :

el comunista

- Ante la represión democrática, militarista y fascista: Necesidad de la violencia proletaria organizada.
- La «teoría de los tres mundos», apología del imperialismo.
- «Estatuto de los trabajadores» y regulación del derecho de huelga.
- Limpia botas de la democracia.
- Francia: Se acentúa la opresión contra los trabajadores inmigrantes.
- Trotskismo internacional.
- La última palabra del comercio «socialista»: El tráfico de mano de obra.
- Andalucía proletaria.
- En el sesenta aniversario de la República húngara de los Consejos.
- CC.OO.: Entre la demagogia y el colaboracionismo.

Kommunistisches Programm

n° 23 (sept. 79)

- Europa in der revolutionären Perspektive der Kommunisten
- Sturmzone Naher Osten
 - Der Golgothaweg der Verwandlung der palästinensischen Bauern in Proletariat
 - Der israelisch-ägyptische Frieden und die neue imperialistische Ordnung im Nahen Osten
- Die Kommunistische Partei Italiens und die faschistische Offensive (1921-24) 2. Teil

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 8 octobre et le 12 novembre, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h. Café Le Lutetia, rue Saint-Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Laclercq.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 6 et 20 octobre, 3 et 7 novembre, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 7 et 21 octobre, 4 et 18 novembre, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 7 octobre, 4 novembre, 2 décembre, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 21 octobre, 18 novembre, 16 décembre, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

**CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE**
Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926